

Introduction :

Rappel du contexte fin 1942- début 1943.

France occupée totalement depuis nov 1942. Politique de collaboration de Vichy qui se poursuit. Oppression accentuée avec la mise en place du STO

La France Libre depuis Londres participe à la guerre. Les résistances dans l'ombre s'organisent.

Opération Torch des Alliés qui débarquent en Afrique du Nord. >> point de bascule pour la France ?

1. Libérer la France par les armes

a. Des débuts difficiles, confus et contrariés

Début 1943, plusieurs France rivales :

- **France de Vichy** a la légitimité internationale, contrôle l'Empire et la flotte à Toulon mais est de plus en plus isolée.

- **La France Libre de de Gaulle** dite « France combattante » (70 000 FFL) s'appuie sur les possessions du Pacifique et l'Afrique équatoriale. Mais méfiance des Alliés et des USA à l'égard de de Gaulle (qui n'est pas informé de l'opération **Torch**).

- Tentative d'une mainmise américaine sur les forces militaires françaises et de contrôle de la volonté d'indépendance politique. > Apparition de rivaux ou de concurrents pour de Gaulle : **Darlan puis Giraud** poussés sur scène par les USA.

La conférence d'Anfa (janvier 1943) : régler les affaires franco-françaises

Tentative de conciliation entre les rivaux de Gaulle/ Giraud qui prétendent reprendre la guerre aux côtés des Alliés (Darlan amiral de Vichy est mort).

Unité de façade entre les deux hommes :

- **De Gaulle** défend la souveraineté de la France, le rétablissement de la démocratie. Depuis Londres dirige les FFL et a l'oreille des résistances intérieures.
- **Giraud d'Alger** dirige désormais l'armée d'Afrique mais maintient la législation de Vichy.

> Les Alliés acceptent d'armer et d'équiper ces forces françaises

b. Vers la constitution d'une nouvelle armée française

Création du **CFLN** (Conseil français de libération nationale) en Juin 1943 pour représenter la France auprès des Alliés. (De Gaulle en évince progressivement Giraud.)

Fusion des FFL (70 000 hommes) et de l'armée coloniale (150 000 d'Afrique du nord et 70 000 de l'AOF). Une **armée de libération** aux effectifs encore modestes et avec une forte composante coloniale la moitié).

Depuis conférence d'Anfa : une armée équipée de matériel américain (chars, jeep, armes...)

> Volonté d'amalgame et de fusion des différents éléments en une armée nouvelle (ex : 2^{ème} DB)

En France occupée, création des **FFI** le 1^{er} février 1944 conséquences de l'action du CNR. Armement progressif depuis Londres.

> La France gagne en 1943 les moyens militaires qui lui fournissent légitimité et liberté d'action.

c. Les participations aux opérations de libération aux côtés des Alliés

- Prise de **Tunis** qui chasse l'Axe d'Afrique du nord.
- Débarquement et libération de la **Corse** en sept 1943 (premier département libéré)
- Campagne d'Italie et percée de la ligne Gustav par les troupes du général **Juin** puis bataille du Monte Cassino et libération de Rome. > Reconnaissance des Alliés
- **Combats de la Résistance intérieure** écrasés par les Allemands (Glières, Mont Mouchet, Vercors...)
- **Débarquement de Normandie** avec la participation des pilotes de la FAFL et des marins de la FNFL. En août, la 2^{ème} DB de Leclerc participe à la fermeture de la poche de Falaise qui piège les troupes allemandes.
- 26 août Libération de **Paris** par la 2^{ème} DB : rencontre des actions avec les **FFI** parisiennes
- **Débarquement en Provence : opération Dragoon**. 260 000 hommes commandés par de Lattre libère Toulon, Marseille puis Lyon.

d. La renaissance de l'armée française

Jonction des troupes de **De Lattre** et celles de la 2^{ème} DB **de Leclerc** en Côte d'Or. Amalgame et intégration des FFI dans l'armée. Véritable renaissance militaire. Poursuites des opérations : bataille des **Vosges puis d'Alsace**. Traversée du Rhin et entrée en Allemagne en mars 1945. Prise des villes allemandes du Danube du « nid d'aigle » d'Hitler par les Français. Présence de De Lattre le 8 mai 1945 lors de la capitulation du III^{ème} Reich.

2. La volonté de reconstruire politiquement une France nouvelle

a. Effacer l'humiliation de la défaite de 1940 et la honte de la collaboration

Tirer les leçons de l'effondrement de la III^{ème} Rep. jugée responsable de la défaite de 1940, une préoccupation présente dans la presse résistante. Libérer et refonder la France est plus ambitieux que la simple libération de son territoire. > Volonté de garantir la **souveraineté** et l'**indépendance** nationales, rétablir la **démocratie** et redonner à la France sa **grandeur**.

b. En territoires occupés :

Dès sa création en mai 1943, le **CNR** présidé par **Jean Moulin** n'a pas seulement pour but d'unifier les mouvements de résistance et de les placer sous l'autorité de la France Libre de De Gaulle mais aussi de mettre en place une institution représentative des Français (réunissant aussi les anciens partis non compromis dans la collaboration et les syndicats) et capable de réformes profondes pour la France.

Le programme du CNR objet d'un rare et précieux consensus des forces politiques diverses qu'il regroupe est concentré dans l'opuscule au nom évocateur : « Les Jours Heureux ». Le rétablissement de la **démocratie** et des **libertés citoyennes** s'accompagne d'une volonté d'améliorer les **conditions de vie** des Français en

rehaussant les salaires et de redresser l'économie du pays en, procédant à de nombreuses nationalisations dans les secteurs clés (énergies, banque, transports...). Le CNR appelle de ses vœux la création d'un véritable **Etat Providence** capable de protéger la population et reposant sur la solidarité entre citoyens comme le prouve le projet de Sécurité Sociale assurant retraites des travailleurs, aides aux familles et soins aux malades.

b. Dans l'Empire et les territoires échappant à Vichy

Depuis le débarquement allié en Afrique du Nord, **le CFLN** rétablit l'autorité de la République en s'appuyant sur l'assemblée d'Alger (constitués de responsables locaux et d'anciens hommes de la III Rep.) et cherche à apporter à la France une crédibilité internationale. Si le CFLN souffre des dissensions entre De Gaulle et Giraud, son travail est considérable et décisif comme le prouve **l'ordonnance du 9 août 1944** rédigée par René Cassin à Alger qui rétablit la légalité républicaine, restaure la fidélité aux principes démocratiques et rejette l'héritage de Vichy : « **La République n'a jamais cessé d'exister** ». Cette volonté de renouer avec la tradition démocratique de la France vieille de deux siècles tout en voulant la revigorer est évidente dans l'ordonnance du 21 avril 1944 instituant le **droit vote et d'éligibilité des femmes**.

Progressivement, le chef de la France Libre, auteur de l'appel du 18 juin, soutenu par la résistance intérieure l'emporte sur son rival au sein du CFLN. La ligne de De Gaulle soucieuse d'indépendance à l'égard des USA finit par s'imposer. La légitimité du CFLN, renforcée par le soutien de l'assemblée d'Alger aboutit le 3 juin 1944 à la création **du GPRF** dont De Gaulle devient président et permet de s'opposer efficacement au projet **AMGOT des USA** qui aurait fait de la France un protectorat militaire américain. A la Libération, le GPRF s'ouvre aux représentants de la Résistance intérieure et renforce **sa légitimité face aux Alliés** qui finissent par le reconnaître le 23 octobre 1944. Le GPRF se montre capable mettre rapidement une administration en nommant des commissaires de la République évitant ainsi une vacance du pouvoir lors du départ de l'occupant et des fonctionnaires de Vichy.

> Reconnu par les Alliés, participant activement à sa Libération, rétablissant la légitimité républicaine, le GPRF finit par s'imposer mais se heurte rapidement aux difficultés nombreuses contrariant sa volonté de refonder la France.

3. Un projet de renouveau qui s'heurte à de nombreuses difficultés et défis

Une des premières urgences est le **désarmement et la dissolution des FFI**. Les résistances peuvent menacer l'autorité de l'Etat notamment les milices patriotiques communistes qui acceptent mal l'autorité du GPRF. Leur subordination ne va pas sans mal ni rancœur.

400 000 FFI sont **intégrés dans l'armée régulière** constituant ¼ de ses effectifs.

Rétablir la justice et punir les auteurs de collaboration est un autre défi redoutable qui attend le GPRF. Les actes d'épuration sauvages, les exécutions sommaires et expéditives se multiplient et rendent la situation urgente comme le prouve les débordements que sont les tontes publiques de femmes accusées de collaboration « horizontale ». Des cours de justice

pour collaboration sont mises en place et les **procès de Pétain et Laval** sont médiatisés. L'**épuration** est menée dans la police, l'administration préfectorale et la magistrature. Afin de former des hauts fonctionnaires fidèles à la République, l'**ENA** est créée.

Le **retour des absents** est également un défi majeur. Plus de deux millions de **prisonniers** doivent retrouver leur foyer et être réinsérés dans la société qui les juge sévèrement en les rendant responsables de la défaite. S'ajoutent les démobilisés après le 8 mai 1945, soient 1,3 millions de combattants qui ne bénéficient alors d'aucune priorité d'embauche. Parmi les **450 000 travailleurs du STO**, la réinsertion est plus difficile encore surtout pour les volontaires accusés d'avoir soutenu l'ennemi. Les **déportés politiques** des camps (40 000) ainsi que les **4 000 Juifs français survivants** (sur les 74 150 déportés) ont le plus souvent tout perdu, leurs biens spoliés et leurs familles disloquées sinon anéanties.

Le pays est à reconstruire et est exsangue. Les destructions sont nombreuses (chemins de fer, immeubles, ponts... Le pays compte plus de un million de sans-abris. Les pénuries obligent de maintenir le système de rationnement des denrées jusqu'en 1949, la production agricole s'étant effondrée de 40%. L'action économique du GPRF maintient la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, la responsabilité sociale de l'économie... Les projets du CNR sont appliqués (création d'un salaire minimum vital, de la Sécurité sociale, nationalisation dans les domaines des banques, assurances, énergies et transports...). Un commissariat au plan supervise ces nationalisations.

Redonner à la France son **rang de puissance** alors que ses moyens sont réduits est une des priorités du GPRF. Absente des conférences alliées de Téhéran en 1943, de Yalta et de Potsdam en 1945, la France de De Gaulle veut retrouver sa place en Europe. Elle compte pour sa participation lors des combats de 1943-1945 parmi les vainqueurs de la guerre (De Lattre et Leclerc signent les **actes de capitulation** de l'Allemagne et du Japon en mai et sept 1945.) A ce titre obtient **une zone d'occupation en Allemagne** et devient **membre permanent du conseil de sécurité de la nouvelle ONU**.

Les limites du consensus national connu à la Libération semblent atteinte sur deux questions majeures : le choix **des nouvelles institutions de la future République** et l'avenir à donner à **l'empire colonial** dont le rôle fut décisif dans la politique de redressement de la France.

Si les Français rejettent clairement par référendum le retour à la IIIème République jugée responsable de la défaite de 1940, ils se déchirent sur la nature du futur régime. En 1945, une assemblée constituante est élue, son projet d'une nouvelle République parlementaire (**la IVème**) se heurte du général de Gaulle favorable à un exécutif fort. Il démissionne en janvier 1946.

Dans son empire colonial, la France connaît très vite ses premières déceptions. Alors que les soldats indigènes ont participé activement à sa libération, la métropole peine déjà à conserver la fidélité de ses colonies (massacre de **Sétif** en Algérie le 8 mai 1945, proclamation de l'indépendance de l'Indochine le 2 septembre 1945).

Conclusion : La Libération de la France se passe dans la joie et l'enthousiasme général. La refondation du pays est plus difficile : bien que rêvant d'un véritable renouveau, le pays connaît bien vite dissensions et crispations.

Néanmoins l'œuvre (incomplète et contrariée) du GPRF est considérable et sert aujourd'hui encore de socle à la France actuelle.